



45-85-7

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.14/666  
27 janvier 1977

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième session de la Conférence des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

**PRODUCTION VIVRIÈRE ET AGRICULTURE EN AFRIQUE : SITUATION  
ACTUELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Introduction

1. Le présent document se compose de trois parties. Dans la première sont passés en revue les résultats médiocres et les sombres perspectives de l'agriculture en Afrique, qui ne peut être améliorée que si chaque pays africain effectue d'importants investissements en vue d'accroître la production vivrière et d'améliorer le stockage, le traitement et la distribution des produits alimentaires ainsi que les structures d'ensemble, les institutions, la recherche et la formation dans le domaine de la production vivrière et de l'agriculture.
2. La seconde partie retrace succinctement l'historique, du point de vue institutionnel, de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et expose brièvement son programme de travail.
3. La troisième et dernière partie du document a trait au Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), dont les réserves s'élèvent à un milliard de dollars des États-Unis et à ses rapports avec la Commission interministérielle africaine pour l'alimentation.

- I. PRODUCTION VIVRIÈRE ET AGRICULTURE EN AFRIQUE DE 1970 A CE JOUR<sup>1/</sup>
- A. Situation en ce qui concerne la production vivrière et l'agriculture en Afrique

4. Au cours de la période 1970-1975, la contribution de l'agriculture au PIB des pays africains en développement, selon les calculs de la CEA, ne s'est accrue que de 2,5 p. 100 par an, chiffre inférieur à l'objectif fixé pour la période 1971-1980. Le taux de croissance établi par la FAO est bien inférieur à ce chiffre puisqu'il n'est que de 1,0 p. 100 par an.

<sup>1/</sup> Pour l'année 1976 un rapport plus complet figure dans "Étude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1976, Partie I" (E/CN.14/654/Partie I), pp. 45 à 90.



5. Selon la FAO 10 pays africains seulement sur 40 ont augmenté leur production agricole par habitant de 1970 à 1975, alors que 90 p. 100 de la population africaine résident dans des pays où la production agricole par habitant a décliné. C'est en partie en raison des résultats médiocres du secteur de l'agriculture que sa contribution au PIB a décliné, passant de 32,4 p. 100 en 1970 à 28,9 p. 100 en 1975, le pourcentage le plus important étant celui de l'Afrique de l'Est (39,8 p. 100) suivie par l'Afrique de l'Ouest (37,2 p. 100) et l'Afrique du Centre (31,5 p. 100). En Afrique du Nord l'agriculture joue un rôle bien moins important puisqu'elle ne représente que 19,4 p. 100 du PIB.

6. Au cours de la même période la population rurale a augmenté moins rapidement que l'ensemble de la population (2,3 p. 100 contre 2,8 p. 100) et son importance, rapportée à l'ensemble de la population, a diminué, passant de 83,7 p. 100 en 1970 à 81,6 p. 100 en 1975. Bien qu'elle s'accroisse lentement, la population rurale continue d'exercer une pression sans cesse croissante sur les terres disponibles, tandis que le secteur agricole assure encore des revenus et un emploi à plus des quatre cinquièmes de la population africaine.

7. Parmi les principales cultures vivrières la céréaliculture a régressé entre 1970 et 1975 contrairement à la production de riz, de maïs, de millet et de sorgho. Mais même pour les cultures apparemment prospères le taux d'accroissement de la production a été inférieur à celui de la population (excepté pour le maïs). Les résultats en ce qui concerne la production de plantes-racines et de tubercules ont été meilleurs (plus 3,0 p. 100 par an), mais les statistiques de ce secteur sont particulièrement sujettes à caution. La production de viande a souffert de la sécheresse du Sahel et le niveau de 1970 n'a été atteint qu'en 1975.

8. En ce qui concerne les principales cultures non vivrières, et notamment le café, la part de l'Afrique dans la production mondiale a diminué passant de un tiers en 1970 à un quart en 1975, le continent n'est pas en mesure de tirer parti des prix élevés résultant des gelées dont a été victime le Brésil. La production de fèves de cacao a baissé après être passée par un maximum en 1972 et la production de thé stagne depuis 1973 après avoir très sensiblement progressé entre 1970 et 1973. La production de coton et de sisal fléchit rapidement depuis 1970. Les exportations africaines de bananes ont également diminué. Les seuls produits de base pour lesquels un accroissement de la production a été enregistré sont le tabac (6 p. 100 par an) et le caoutchouc naturel (4,5 p. 100 par an).

9. La production forestière (bois rond industriel, sciages, traverses et panneaux) a légèrement augmenté jusqu'en 1973, mais les exportations ont été gravement touchées par la crise économique mondiale en 1974 et 1975. Néanmoins, le rythme d'exploitation des forêts est beaucoup plus rapide que celui de la mise en oeuvre des programmes de reboisement dans de nombreux pays africains. Si cette tendance devait persister l'Afrique pourrait bien se trouver vers la fin des années 80 dans la situation décevante d'un pays importateur net de certains produits dérivés du bois.



10. Les prix de tous les produits agricoles importés ou exportés par l'Afrique ont accusé un accroissement rapide de 1971 ou 1972 à 1974 auquel a succédé un léger fléchissement en 1975. Plusieurs produits de base ont renchéri à nouveau en 1976 (blé, café, fèves de cacao et caoutchouc naturel). Bien que le niveau de la plupart des prix soit plus élevé en 1976 qu'en 1970, leur valeur réelle, après ajustement d'après l'indice des prix des biens manufacturés destinés à l'exportation établi par l'ONU est légèrement inférieure à celle des années 60. On assiste à une aggravation de la situation en ce qui concerne le commerce et les termes de l'échange des produits agricoles.

11. Le volume des importations agricoles s'est accru de 37 p. 100 de 1968 à 1974; ces importations sont constituées pour 75 p. 100 de produits alimentaires, notamment de céréales, de lait et de sucre.

B. Pourquoi les résultats de l'agriculture ont-ils été médiocres

12. Les causes expliquant les résultats médiocres de l'agriculture africaine, dont il est fait état ci-dessus, sont multiples. Les sécheresses du Sahel et de l'Ethiopie n'en sont qu'un élément que l'on peut tenir pour une conséquence de mauvaises pratiques agricoles plutôt que comme cause première de la stagnation. Les résultats s'expliquent également par l'augmentation du prix des facteurs de production agricole; cependant, le prix de ces facteurs a diminué depuis 1974, date à laquelle ils étaient les plus élevés, et leur consommation est encore si faible qu'elle ne peut guère rendre compte des faibles progrès enregistrés. On peut imputer à la crise économique mondiale le fléchissement de la production et des exportations de produits vivriers mais cela ne suffit pas à expliquer pourquoi la part de l'Afrique dans les exportations agricoles mondiales a diminué ni pourquoi le continent ne peut faire face à une augmentation de la demande et des prix lorsque cela se produit. La crise ne permet pas non plus de dire pourquoi l'on enregistre de si mauvais résultats en ce qui concerne la production vivrière destinée à la consommation intérieure.

13. On doit donc rechercher la véritable explication dans les politiques économiques et agricoles des gouvernements. L'agriculture de l'Afrique a souffert au cours des dernières années du peu d'intérêt qu'il lui avait été porté au cours des années 60. Les gouvernements et les organismes d'aide étrangers ont prêté une trop grande attention à l'industrialisation, à l'urbanisation et à l'infrastructure urbaine. Dans le cadre du secteur agricole lui-même on s'est surtout intéressé aux cultures d'exportation; trop de grands projets agricoles ont été lancés sans préparation suffisante dont l'exécution laissait à désirer, tandis que l'on a particulièrement négligé les cultures vivrières et les petits agriculteurs qui représentent 98 p. 100 des exploitants qui produisent 95 p. 100 de la totalité de la production agricole africaine.

14. La Déclaration de Freetown (voir annexe du document E/CN.14/658) atteste ainsi que d'autres éléments que les gouvernements africains sont maintenant conscients de ces échecs. La part des crédits alloués au secteur agricole dans le cadre des plans de développement est plus importante et les institutions financières internationales s'engagent dans la même voie; cependant, en raison de l'extrême



lenteur du développement de l'agriculture et du nombre considérable d'erreurs commises il faudra que s'écoule encore un certain temps avant que les investissements encore insuffisants qui y sont effectués commencent à porter leurs fruits.

### C. Recommandations

15. Les gouvernements devraient continuer d'orienter le gros de leurs efforts de façon à parvenir à une efficacité accrue et à une élévation du niveau de vie des familles des petits exploitants qui représentent les quatre cinquièmes de la population des pays africains.

16. La recherche agricole ne devrait plus porter exclusivement sur diverses cultures d'exportation et devrait dans l'avenir immédiat s'intéresser dans une plus large mesure aux cultures vivrières et notamment à tous les aspects des problèmes qui se posent aux petits exploitants : réduction des jachères, assolement, introduction des cultures attelées, association de la culture à l'élevage, etc..

17. Des techniques et des facteurs de production susceptibles d'être adaptés, rentables et efficaces doivent être mis au point le plus rapidement possible afin de permettre de faire face aux problèmes de plus en plus aigus que pose l'augmentation de la production agricole. Il ne faut pas non plus négliger de procéder à une réorganisation de l'ensemble des structures agraires, lorsque cela est nécessaire pour parvenir à ce résultat.

18. Il conviendrait d'accroître sensiblement le nombre d'agents de vulgarisation agricole qui devraient être mieux formés, mieux supervisés et plus justement rémunérés, et de réorganiser entièrement le réseau de centres de vulgarisation agricole afin de parvenir à une conception intégrée et globale dans le cadre des limites géographiques de petites régions plutôt qu'à une spécialisation comme cela se produit actuellement (élevage, riziculture, culture du maïs et sylviculture).

19. Les efforts devraient viser à une meilleure commercialisation des cultures vivrières grâce à l'amélioration du stockage, du conditionnement, des transports, à la construction de routes de raccordement et à la mise en place des nouvelles institutions de commercialisation le cas échéant. En ce qui concerne les cultures d'exportation, il est nécessaire d'accroître d'urgence les prix à la production et de procéder à nouveau à l'appréciation du rôle joué par les offices de commercialisation et les fonds de stabilisation.

20. La politique foncière devrait essentiellement avoir pour objet d'éliminer le statut de propriétaire terrien qui constitue un frein au développement de la production agricole. Pour les pays où existent de vastes exploitations généralement sous-exploitées, une réforme agraire progressive constitue probablement un préalable au progrès. Dans la plupart des pays au sud du Sahara, où la propriété collective empêche les agriculteurs d'effectuer des investissements à long terme pour accroître la productivité des terres (création de plantations, irrigation, etc.) la législation devrait permettre aux cultivateurs entrepreneurs d'avoir durant de longues périodes l'usufruit des terres qu'ils ont amendées.



C. Domaines d'activités à privilégier

21. D'une façon générale l'idée qui prévaut est qu'il faut s'abstenir de procéder à de nombreuses autres études excepté lorsqu'elles fondent l'action, et consacrer plus de temps et d'efforts aux programmes d'action. Cependant, en ce qui concerne l'agriculture, le secrétariat de la CEA n'est pas un organisme opérationnel et ne peut exécuter les programmes que par l'intermédiaire des gouvernements.

22. Compte tenu des considérations qui précèdent et du manque de fonds et de personnel, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a décidé de consacrer ses efforts aux activités ci-après.

23. En ce qui concerne la planification de l'agriculture, qui est indispensable au choix de politiques et priorités rationnelles en matière de développement, la Division fournira une aide aux fins d'analyse et d'élaboration de politiques et programmes de développement agricole, en s'attachant particulièrement aux programmes alimentaires.

24. S'agissant de la production alimentaire et de sa commercialisation, il sera procédé à une étude des politiques alimentaires et des obstacles s'opposant à l'accroissement des ressources alimentaires (la première phase de l'étude intéressera l'Afrique de l'Ouest). Un programme alimentaire concernant l'Afrique sera établi en coopération avec la FAO; une aide sera fournie à la Commission interministérielle de l'OUA pour l'alimentation, des études seront effectuées sur les perspectives en matière d'exportation de viande des pays d'Afrique de l'Est à destination du Proche-Orient et des pays sahéliens à destination des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Des projets concernant le développement de l'élevage, de la production laitière et de l'agriculture mixte seront également élaborés.

25. En ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles, la Division établira des liens plus étroits avec les pays membres et s'intéressera particulièrement à deux ou trois pays d'Afrique de l'Est afin d'identifier les problèmes que pose la commercialisation des cultures vivrières, d'étudier la distribution des facteurs de production importés et de déterminer les domaines de coopération interrégionale en matière de stockage, de distribution des denrées alimentaires et de production, de transit et de distribution de facteurs de production.

26. Dans le cadre de ses activités concernant le secteur de l'élevage, la Division s'efforcera de privilégier l'amélioration de la situation alimentaire grâce à de meilleures politiques et institutions en matière de commercialisation, en insistant particulièrement sur la viande, les produits laitiers, les oeufs, et les aliments du bétail.



## II. DIVISION MIXTE CEA/FAO DE L'AGRICULTURE : UN NOUVEL ACCORD GENERAL EST EN COURS D'ELABORATION

27. En vue de coordonner les efforts de la FAO et de la CEA visant à améliorer et à développer l'agriculture en Afrique, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a été créée au sein du secrétariat de la CEA.

28. La Division mixte a été créée en vertu d'un memorandum d'accord signé par le Directeur général de la FAO et par le Secrétaire exécutif de la CEA le 7 avril 1959. Depuis lors, les effectifs de la Division ont été portés à 19 administrateurs (10 postes sont pourvus par la CEA, neuf par la FAO), s'intéressant à divers aspects économiques et sociaux de l'agriculture en Afrique. La FAO demeure toujours seule responsable des questions d'ordre essentiellement technique.

29. Le programme de travail vise principalement à fournir des avis et une aide aux gouvernements en vue de la modification et de l'amélioration de l'organisation du secteur agricole et des services économiques connexes, de façon que le secteur de l'agriculture puisse contribuer dans une plus large mesure à la croissance économique, conformément aux plans de développement national. Au nombre des diverses activités entreprises dans le cadre du programme on compte : a) l'établissement et la diffusion de documents par les membres du personnel, des consultants et la FAO, le Programme alimentaire mondial et le Conseil mondial pour l'alimentation, l'OUA ainsi que par d'autres particuliers et organismes; b) le rassemblement et l'analyse de renseignements aux fins d'établissement de documents et l'organisation de séances d'information à l'intention de membres de missions et d'experts; c) l'organisation des réunions spécialisées de responsables gouvernementaux et d'experts et la fourniture de services en vue de leur tenue, ainsi que la participation à des réunions d'autres organismes en vue de communiquer des renseignements et des principes de nature à favoriser le développement de l'agriculture; d) l'instauration d'une coopération directe avec des fonctionnaires gouvernementaux grâce à des missions et la fourniture d'avis auxdits fonctionnaires, et l'organisation de voyages d'étude à l'intention de membres du personnel ou de consultants spécialisés dans des domaines donnés voyages s'inscrivant dans le cadre de missions plus générales ou non; et e) la fourniture d'une aide aux responsables gouvernementaux aux fins d'établissement de programmes d'assistance technique, de demandes de services d'experts, de bourses de perfectionnement, d'organisation de voyages d'étude et d'autres formes d'assistance de la FAO et d'autres organismes pertinents.

30. Pour plusieurs raisons sur lesquelles nous ne nous étendrons pas ici, la Division mixte n'a pas été particulièrement efficace. Durant plusieurs années la Division n'a pas eu de chef et l'on n'a pas fait preuve d'une grande souplesse en ce qui concerne l'application du premier memorandum d'accord.

31. Le 7 septembre 1966, un memorandum d'accord révisé était signé entre le Directeur général de la FAO et le Secrétaire exécutif de la CEA. C'est essentiellement sur cette base que fonctionne actuellement la Division mixte, même si l'efficacité lui fait encore défaut.



32. A l'issue des trois ans durant lesquels la Division mixte n'a pas eu de directeur, la FAO a envoyé une mission chargée d'examiner les problèmes de la Division; celle-ci a finalement eu pour résultat la nomination d'un nouveau Directeur de la Division qui a pris ses fonctions en janvier 1976.

33. Compte tenu de l'expérience acquise dans le passé en ce qui concerne le fonctionnement de la Division mixte, de nouvelles dispositions sont mises au point afin qu'un accord définitif soit conclu le plus rapidement possible entre M. Edouard Saouma, nouveau Directeur général de la FAO et M. Adebayo Adedeji, nouveau Secrétaire exécutif de la CEA.

34. L'importance de l'agriculture pour le développement économique de l'Afrique ne saurait être surestimée, non plus que le rôle crucial joué par la Division mixte pour atteindre cet objectif. Il importe au plus haut point que la Division mixte soit renforcée et que ses activités opérationnelles soient étroitement associées à celles de la FAO et de la CEA.

### III. FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

35. Lors de la Conférence mondiale de l'alimentation organisée par l'ONU à Rome du 5 au 16 novembre 1974, le groupe africain a demandé la création d'un fonds de développement agricole en vue d'accélérer le rythme de développement de l'agriculture de façon à pouvoir faire face à l'accroissement rapide de la demande de denrées alimentaires.

36. La Conférence a adopté une résolution reconnaissant la nécessité d'accroître sensiblement les investissements ayant pour objet d'augmenter la production vivrière et agricole des pays en développement, et a décidé de créer sans plus tarder un fonds international pour le développement agricole (FIDA). On a proposé que le Fonds soit administré par un organe directeur composé de représentants des pays développés et en développement contributeurs et de représentants de pays susceptibles de bénéficier de l'assistance du Fonds, et que les versements du Fonds soient effectués par l'intermédiaire d'organismes internationaux ou régionaux existants. Il a également été proposé que le statut du Fonds soit celui d'un département de la FAO et qu'un directeur exécutif, nommé par le Conseil de la FAO, en assure la direction.

37. Le projet d'accord portant création du Fonds a été mis au point et approuvé lors de la troisième réunion des pays intéressés à la création du Fonds international pour le développement organisée à Rome du 23 janvier au 6 février 1976. En ce qui concerne les réserves du Fonds, elles ont été fixées à 1 milliard de dollars des Etats-Unis sous forme de devises convertibles et il a été généralement convenu que des contributions d'un montant sensiblement équivalent seraient versées par les pays membres de l'OCDE et de l'OPEP, la contribution de ces derniers provenant du Fonds spécial de l'OPEP déjà créé. Le projet d'accord a été approuvé par le Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies qui s'est réuni à Rome du 14 au 17 juin 1976; au cours de cette réunion, il a été déclaré que les annonces de contribution au Fonds s'élevaient à 936 millions de dollars des Etats-Unis sous forme de devises convertibles, outre plusieurs millions de devises non convertibles. En outre, il a été indiqué que dès que le montant fixé serait atteint et que les annonces de contributions d'un montant de 750 millions de dollars des Etats-Unis auraient été ratifiées, le FIDA commencerait de fonctionner.



38. C'est en décembre 1976 que ce montant a été atteint lorsqu'il a été annoncé par la Commission préparatoire du FIDA, composée de dix-huit membres que le montant total des annonces de contributions s'élevait approximativement à 1 milliard 22 millions de dollars des Etats-Unis en devises convertibles. Cette somme se répartit comme suit 567 millions de dollars provenant des pays membres de l'OCDE, 435,5 millions des pays membres de l'OPEP et 19,1 millions des pays en développement bénéficiaires.

39. Aux termes du projet d'accord, le Fonds a pour objet de mobiliser les ressources supplémentaires accordées à des conditions de faveur aux fins du développement agricole des Etats membres en développement. Pour atteindre cet objectif, le Fonds consentira une aide financière essentiellement dans le cadre de projets et programmes expressément conçus pour mettre en place des systèmes de production vivrière ou étendre et perfectionner ceux qui existent déjà et renforcer les politiques et institutions connexes dans le cadre des priorités et stratégies nationales, compte tenu de la nécessité d'accroître la production vivrière des pays les plus pauvres accusant un déficit alimentaire, du potentiel dont disposent d'autres pays en développement pour accroître leur production vivrière et de l'importance que revêt l'élévation du niveau nutritionnel des couches des populations des pays en développement les plus pauvres ainsi que l'amélioration de leurs conditions d'existence.

40. Tout Etat membre de l'ONU peut adhérer au Fonds et chaque membre nomme un administrateur ainsi qu'un suppléant au Conseil d'administration. Le nombre total des suffrages au Conseil d'administration sera de 1 800, répartis également entre les pays membres de l'OCDE, de l'OPEP et les pays en développement bénéficiaires. Les décisions prises par le Conseil d'administration le sont à la majorité simple de la totalité des suffrages. Le Conseil d'administration élit le Conseil exécutif composé des 18 membres du Fonds qui est chargé d'en assurer le fonctionnement.

41. Le Fonds est financé par des prêts et des dons, selon la situation économique et les perspectives d'avenir des pays bénéficiaires et de la nature des projets et programmes approuvés et présentés au Conseil exécutif. Les projets et programmes susceptibles d'être financés par le Fonds sont évalués par des organismes internationaux ou des institutions spécialisées compétentes en la matière, choisis par le Conseil exécutif. Le Fonds confiera la gestion des prêts et la supervision de l'exécution des projets et programmes à des organismes internationaux compétents.

42. La Conférence mondiale de l'alimentation a donné mandat aux pays membres africains pour qu'ils créent une commission interministérielle africaine pour l'alimentation. En conséquence le Département scientifique et culturel de l'OUA a convoqué une réunion de ministres africains de l'agriculture à Addis-Abéba du 19 au 22 janvier 1976, qui a adopté la résolution suivante :



La Commission interministérielle africaine pour l'alimentation réunie en sa première session à Addis-Abéba du 19 au 22 janvier 1976,

Rappelant la Résolution XXII de la Conférence mondiale pour l'alimentation concernant la création d'un Conseil mondial pour l'alimentation doté d'organes régionaux,

Conformément à la Résolution CM/Res.413 (XXIV) du Conseil des ministres de l'OUA concernant la constitution d'une Commission interministérielle africaine pour l'alimentation,

Considérant le rapport du Groupe de travail de l'OUA sur les attributions et le mandat de la Commission interministérielle africaine pour l'alimentation,

Réitérant le paragraphe 4(f) de la résolution XXII de la Conférence mondiale pour l'alimentation qui a recommandé que les organismes des Nations Unies ou de la FAO existants dans la région concernée fournissent le personnel à ces organes régionaux à leur création,

Reconnaissant que la Commission interministérielle africaine pour l'alimentation est l'organe opérationnel du Conseil mondial pour l'alimentation et que ses attributions et son mandat répondant à ceux du Conseil mondial pour l'alimentation,

Recommande au Conseil des ministres :

1. D'inviter tous les organes compétents des Nations Unies et ses institutions spécialisées s'intéressant au domaine de l'agriculture, de l'alimentation, de la nutrition ainsi qu'aux problèmes commerciaux et financiers et aux autres questions relatives en Afrique, particulièrement la CEA, la FAO, le PNUD, le PMA, l'OMS, l'OMI, l'UNICEF, la CNUCED et la BIRD à soumettre leurs rapports pertinents à la Commission interministérielle africaine pour l'alimentation avant que de tels rapports ne soient définitivement soumis au Conseil mondial alimentaire;
2. D'inviter tous les organes des Nations Unies et ses institutions spécialisées opérant en Afrique à se charger de l'organisation des réunions de la Commission interministérielle africaine pour l'alimentation et des trois commissions d'experts, à savoir la sécurité et les programmes alimentaires, les commissions économiques et financières;
3. D'inviter tous les organes compétents des Nations Unies et ses institutions spécialisées opérant en Afrique à obtenir l'autorisation requise de leurs organismes respectifs afin de leur permettre de financer les projets, d'entreprendre les études et de fournir leurs expertises que pourrait demander la Commission interministérielle africaine pour l'alimentation.